

# MISE AU POINT

## ÉDITION SPÉCIALE

2 | 2020

## Pénurie et surabondance

Résoudre la crise du coronavirus soulève des questions fondamentales



### Corrigons les défaillances sans attendre

Grâce à l'engagement considérable d'innombrables personnes – dans la santé, la logistique, l'administration et le commerce –, la Suisse surmonte bien jusqu'ici la «situation exceptionnelle» que nous traversons actuellement. Nous leur adressons nos félicitations et nos plus profonds remerciements! Mais la crise révèle aussi de graves lacunes dans notre approvisionnement en soins: il est inacceptable pour un pays comme la Suisse d'être confronté à des pénuries de matériel de protection le plus élémentaire. Nous devons en tirer les leçons afin de mieux protéger la population. •

Heinz Brand, président de santésuisse

La Suisse semble surmonter la crise du coronavirus, même si celle-ci a révélé des défaillances dans l'approvisionnement en soins. Nous avons désormais la preuve que des structures surdimensionnées et des prix élevés ne nous mettent pas à l'abri lors d'une pandémie.

Notre système de santé a-t-il su faire face au défi de la crise du coronavirus? Jusqu'à présent, la réponse est oui. Or alors que nous sommes un peuple très sensible aux questions de sécurité, nous avons pris conscience, avec consternation, d'une pénurie de matériel le plus élémentaire, comme les dispositifs de protection pour le personnel de santé, les masques, etc. même les désinfectants ont manqué au début de la crise. Il s'avère aujourd'hui que les ressources financières ont été utilisées au mauvais endroit. Nous devons songer à constituer davantage de stocks obligatoires, surtout pour les médicaments ou les dispositifs de protection. Et nous avons constaté que les prix excessifs et les structures surdimensionnées ne nous mettent pas à l'abri lors d'une pandémie. Au début de la crise, il est devenu évident que les prix excessifs des médicaments en Suisse ne nous

protégeaient pas contre une pénurie ponctuelle, dont même les hôpitaux sont victimes. Les capacités ont fort heureusement été suffisantes jusqu'à présent, même dans les soins intensifs. Ce secteur est une variable critique et nous devons réfléchir à créer les capacités nécessaires – sans pour autant préserver de structures inutiles. Il est réjouissant de constater que les lois font leurs preuves même en ces temps de crise. La Loi sur les épidémies prévoit que les pouvoirs publics planifient les mesures épidémiologiques, mais qu'ils les financent aussi. La Loi sur l'assurance-maladie (LAMal) s'applique lorsqu'il s'agit de financer les soins de personnes malades.

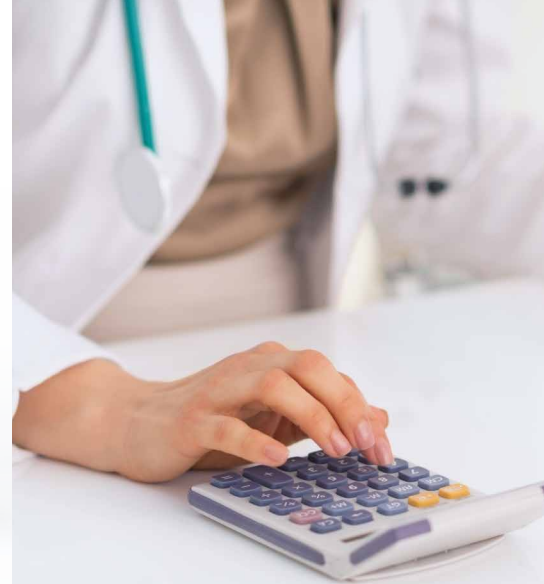
### Les réserves des assureurs-maladie couvrent les coûts supplémentaires

Les économies aident à surmonter les périodes de crise. Les réserves des assureurs-maladie permettent d'amortir d'éventuelles dépenses supplémentaires si bien qu'aucune augmentation des primes n'est à craindre en raison de la crise actuelle. Les assureurs-maladie assument une grande partie des charges financières. Ils sont là pour cela – et le resteront également à l'avenir. •

# L'approvisionnement en soins doit primer sur le maintien des structures

La Suisse dispose de l'une des densités hospitalières les plus élevées d'Europe. Cela n'a pourtant pas empêché les hôpitaux d'être fortement sollicités lorsqu'il a fallu faire face à la crise du coronavirus et s'adapter à la nouvelle situation. Les unités de soins intensifs ont été mises à rude épreuve et ont craint de ne pas disposer des équipements nécessaires pour prodiguer les traitements requis. D'autre part, de nombreux hôpitaux ont dû recourir au chômage partiel car ils ne pouvaient plus réaliser de traitements. Ce n'est toutefois pas encore le moment de demander des réformes du système de santé.

Des voix s'élèvent pour demander que les assureurs-maladie prennent en charge une partie des déficits des hôpitaux qui ont vu leurs taux d'occupation s'effondrer à cause du coronavirus. Cela reviendrait à utiliser l'argent des primes prévu pour les assurés et la guérison des malades. Ce serait fondamentalement une erreur. Le moment de tirer les leçons de la crise du coronavirus viendra. Reste à espérer qu'elles n'épargneront pas les structures hospitalières onéreuses, et pour certaines peu axées sur la pratique. •



## Pas de choc des primes en raison du coronavirus

Vouloir prédire la fin de la crise du coronavirus n'est que pure spéculation. Nous pouvons pour l'heure nous réjouir que notre système de santé ait pu accueillir jusqu'ici les malades sans atteindre la limite de ses capacités. Le même constat peut être fait pour les coûts sanitaires de la crise. Les réserves financières des assureurs-maladie permettront de garantir le financement des coûts supplémentaires générés par le coronavirus. Cette pandémie a révélé toute l'importance de disposer de réserves suffisantes pour préserver notre capacité d'action en cas de crise. Du point de vue actuel, la crise du coronavirus ne devrait pas entraîner d'augmentation des primes. En effet, celles-ci sont calculées chaque année sur la base des prévisions de coûts pour l'année suivante. Les réserves servent à amortir les coûts imprévus. •

## Génériques – des prix excessifs sans valeur ajoutée

La crise du coronavirus a révélé que les prix élevés pratiqués en Suisse ne garantissaient pas la sécurité de l'approvisionnement en médicaments. La constitution de stocks de certains médicaments dans le monde entier a entraîné temporairement des pénuries. Mais la crise actuelle a aussi révélé la forte dépendance par rapport à l'étranger. Allemagne, Autriche ou Suisse – les pays occidentaux achètent généralement leurs génériques en Chine ou en Inde. Ces régions ont été, et sont encore, très touchées par la crise du coronavirus, ce qui a une incidence sur la production. Or malgré des prix deux fois plus élevés pour les génériques en comparaison internationale, la Suisse ne bénéficie d'aucun traitement de faveur.

Nous nous sommes aperçus toutefois que les stocks n'étaient pas suffisants. Avec une part de génériques d'à peine 23%, notre pays est la lanterne rouge du classement européen. En Allemagne et en Grande-Bretagne, cette part dépasse 80%. Un alignement du prix des génériques sur la moyenne européenne permettrait d'économiser plusieurs centaines de millions de francs chaque année – sans remettre en cause la sécurité de l'approvisionnement.

En optant pour la rémunération basée sur le principe actif, la Suisse pourrait mettre fin à une exception qui lui coûte cher et génère, année après année, des coûts supplémentaires sans aucune valeur ajoutée. •